

METHODOLOGIE DE LA REDACTION D'UNE DISSERTATION

1. L'INTRODUCTION (4,5 points)

L'introduction est une partie très importante de la dissertation. Lu en première position, elle donne le ton de l'ensemble du devoir. Si le travail préparatoire a été fait correctement, l'introduction est presque intégralement rédigée au brouillon.

L'INTRODUCTION DOIT ETRE STRUCTUREE DE LA MANIERE SUIVANTE :

Elle est composée de 3 grandes parties : **LA TECHNIQUE DES 3 P**

P1 : PRESENTATION DU SUJET :

Cette 1^{er} partie de l'introduction est composée de plus ou moins 4 éléments.

P1.1 Il existe plusieurs manières de concevoir la 1^{ère} partie de la présentation du sujet P1 :

✓ **Accroche** ou **Approche** : en utilisant un élément factuel, *les faits actualités récentes, une citation d'un auteur ou en rapport avec le thème, discours d'une célébrité, des données statistiques.* Le fait doit être parfaitement en lien avec le sujet et montrer l'importance de celui-ci.

Exemple : Existe-t-il une relation entre fécondité et développement dans les PED ?

Accroche : Lors de sa première tournée africaine, l'ancien président français Emmanuel Macron affirme que si les pays africains veulent se développer, il faut que les femmes commencent par faire moins d'enfants.

✓ **Amorce** : Consiste à introduire le sujet dans un contexte général en prenant en compte les aspects tels que le contexte historique, l'évolution spatio-temporelle et sa pertinence sur l'actualité.

Exemple : Les liens entre la population active et la croissance économique.

Amorce : L'énigme des origines de la croissance reste au centre des débats de la science économique. L'importance du facteur travail dans ce processus a toujours été soulignée. Au XVI^e siècle, Jean Bodin écrivait « Il n'y a ni richesse ni force que d'hommes ».

✓ **Phrase Choc** : Phrase choquante qui attire l'attention du lecteur et permet de situer le sujet dans son contexte ou évoquer son intérêt par rapport à l'actualité.

Exemple : Quelle relation existe-t-il entre croissance économique et développement ?

Phrase Choc : La Chine, avec une croissance annuelle de 8% est considérée comme un pays en développement alors que les pays développés peinent à faire 2% de croissance économique.

NB₁ : Si vous ne trouvez pas d'accroche, d'approche, d'amorce ou de phrase chocs évidente rapidement, n'insistez pas. *Il vaut mieux se passer de la 1^{ère} partie d'une introduction que d'en avoir une mauvaise.*

NB₂ : Ou encore se réfère à la Méthode des Nuls de M. Bandiougou D DEMBELE.

Conseil : La 1^{ère} partie de l'introduction peut être construite à partir d'un chiffre, analyse statistique ou d'un passage dans un texte d'un des documents qui accompagnent le sujet

P1.2 Intérêts et Définitions des termes économiques du sujet :

L'intérêt, servant de **rappel** aussi, *permet de dégager l'intérêt, l'importance de l'étude ou de l'analyse du sujet.* Il répond à la question « **Qu'est-ce qu'on nous demande d'étudier dans ce sujet** ». L'intérêt permet de recentrer l'introduction en ramenant le contexte général de la 1^{ère} partie au contexte du sujet « Rappel du sujet ». Vous pouvez en profiter pour donner une définition (les explications correctes peuvent être acceptées) des termes économiques du sujet.

NB₁ : Le lecteur ne doit pas avoir l'impression de lire une liste (définition) récitée par cœur, car les définitions doivent être utilisées dans un contexte.

NB₂ : L'intérêt du sujet est *facultatif* mais la définition des termes est *obligatoire*.

Exemple : Quelle relation existe-t-il entre croissance économique et développement ?

Intérêts et Définitions des termes économiques du sujet : l'intérêt de l'analyse d'un tel sujet est d'établir les liens (Rapports, relations) entre l'augmentation soutenue et durable de la richesse créée dans un pays (croissance économique) et l'ensemble des améliorations des conditions de vie d'une population qui accompagnent et expliquent la croissance (Développement).

P1.3 Délimitation du sujet :

Il faut ici définir les *contours géographiques*, dans l'espace ou spatiale (Pays Développé, Pays en Développement, Pays Industrialisé Capitaliste, Monde) et *temporels*, dans le temps (situés dans le passé, dans le présent, à évoluer au fil du temps, 30 glorieuses, 20 Moroses, le 20^e siècle etc...) du sujet.

Conseil : La délimitation du sujet peut être construite à partir de période ou de zone localisée dans un passage d'un texte d'un des documents qui accompagnent le sujet

P2 : La Problématique : la rédaction de la problématique consiste en l'écriture des questionnements que vous avez retenus de votre travail préparatoire et qui permettent d'aboutir à une reformulation du sujet. Il s'agit ici de dégager le(s) problème (s) central auquel le sujet est rattaché et de la reformulé sous forme de question.

NB : elle peut être composée d'une question (utiliser le sujet) ou de deux (2) (lorsqu'on utilise la consigne).

Conseil : En dernier recours (si on a pas le choix), il est autorisé d'utiliser une reformulation ou même reprendre le sujet sous forme de question.

Exemple : Quelle relation existe-t-il entre croissance économique et développement ?

Problématique : la croissance économique, entretient-elle une relation avec le développement ?

P3 : Le plan :

Il nous permet de dégager les *grandes parties du développement*, retrouver le cheminement du raisonnement facilement lors du développement. *Il est la plus part du temps élaborer à travers une reformulation de la consigne.* Pour annoncer les deux grandes parties, on écrit soit « Dans un premier temps, nous verrons que..., avant de montrer que... ».

Exemple : Quelle relation existe-t-il entre croissance économique et développement ?

Annnonce de plan : D'abord, nous verrons que *la croissance économique est indispensable au processus de développement* et ensuite, nous montrerons que *le développement aussi est favorable à la croissance*.

ATTENTION Conseil :

- Ne pas répondre à la question dès l'introduction ! sinon plus d'intérêt de lire le reste du travail.
- Ne pas donner d'éléments de réponses trop détaillés : garder vos « idées » pour le développement !
- Ne pas donner votre avis dans l'introduction
- Faire en sorte que l'on voit les différentes étapes (il est possible d'aller à la ligne entre chaque étape), mais en même temps relier ces étapes par des phrases de transition ou des mots (« cependant », « or », « malgré tout », « face à cette situation », « d'où l'intérêt », « dans cette optique »...) afin que l'ensemble soit fluide, ne se lise que d'un seul trait.

2. LES PARTIES DU DEVELOPPEMENT (7 points)

La rédaction des parties doit être fluide, l'enchaînement des arguments logique en fonction du cheminement de votre argumentaire ou de la chronologie. Les parties doivent être *équilibrées*. Si une partie est beaucoup plus longue qu'une autre, le choix du plan n'est peut-être pas le bon. **Le nombre d'argument dans chaque partie doit être à peu près le même.**

Comment obtenir un plan explicite

1^{ère} CAS : Vous avez déjà une idée du plan car vous savez ce que vous voulez répondre à la question posée au début de l'étude du sujet (un sujet déjà vu).

1. Il vous suffit de **classer vos idées** personnelles et celles des documents dans les grandes parties.
2. Choisissez un **ordre logique de présentation** des sous parties
3. Vérifiez que vos grandes parties sont à peu près *équilibrées*.

2^{ème} CAS : Vous n'avez aucune idée du plan à choisir.

1. Sur la feuille de brouillon ou vous avez noté vos idées, surlignez d'une même couleur les idées qui vont ensemble (**voir dernière colonne du tableau d'étude des documents**). Il doit apparaître deux ou trois couleurs.
2. Écrivez une **phrase indiquant ce que démontrent**, pour le sujet chacune des couleurs (ce sera le titre de vos parties). Notez vos grandes parties, terminez toujours par ce que vous défendez.
3. Ordonnez **vos idées en 2 ou 3 sous parties**. Choisissez un ordre logique de présentation des sous parties.
4. Vérifiez que vos grandes parties sont à peu près *équilibrées*.

Remarque : Les parties doivent répondre à la problématique. Bien souvent en Sciences Économiques, **deux parties suffiront**. Les parties et les sous-parties doivent être construites de *manière ordonnée* de sorte à suivre **un ordre logique ou chronologique**.

Comment construire une argumentation solide dans les sous parties ?

A l'intérieur de vos sous-parties, les arguments doivent avoir une construction et une organisation précises. Chaque argument est composé de trois éléments :

- **Idée (argument) :** énoncez clairement l'idée que vous allez défendre dans ce paragraphe. Il est élaboré à partir du titre de la partie ou de la sous partie.
- **Théorie (fondement de l'argument) :** Pour que votre idée soit défendable et consistante, vous devez lui donner une justification par un **élément de théorie**, du cours ou du dossier documentaire montrant une maîtrise de votre travail.
- **Exemple (illustration) :** pour donner vie à votre argument vous devez lui donner un visage et l'illustrer à l'aide d'un **exemple**. Celui-ci sera tiré de votre culture économique et sociale personnelle ou du dossier documentaire.

Conseil : Laissez deux lignes entre les Parties et une ligne entre les Sous Parties. Cette règle est importante. Faire apparaître le plan et les arguments est mieux qu'un enchaînement d'idée mal organisées et peu structurées.

Comment construire une transition ?

Faire une phrase de transition consiste à partir de l'idée précédente pour arriver logiquement à la suivante. Faire une transition à la fin de chaque partie et sous partie si possible.

Elle se fait en deux étapes :

- **Conclusion partielle :** Finissez chaque partie ou sous partie par une conclusion partielle, qui précise votre réponse au sujet (la partie ou sous partie concernée) en résumant la partie.
- **Transition :** Une phrase de transition permet d'orienter le lecteur vers la partie suivante car elle consiste à annoncer la partie ou sous partie suivante.

Conseil : les transitions permettent de coller (soudier) les enchaînements d'idée et de faciliter la lecture de l'emboîtement d'idée.

3. LA CONCLUSION (2,5 points)

Conservez du temps pour rédiger votre conclusion. Elle comporte deux parties :

- **La réponse claire, précise :** C'est dans la conclusion que vous apportez une réponse en accord avec le développement et le sujet posé. Après avoir rapidement synthétisé les arguments développés au cours des parties précédentes, vous montrez précisément en quoi ceux-ci permettent de répondre ou d'apporter un éclairage au sujet posé.
NB : un résumé du développement est accepté en dernier recours.
- **Une ouverture** Si les éléments apportés dans l'argumentaire laissent toutefois des questions annexes en suspens vous pouvez l'écrire dans une phrase ou un paragraphe d'ouverture. Le problème d'ouverture doit être différent du sujet initial mais lié à celui-ci.

Attention : la phrase d'ouverture ne doit pas servir à justifier un traitement partiel du sujet !

Attention : si vous revenez sur le sujet initial ou l'inverser, vous montrez que vous ne l'avez pas compris et vous serez sanctionné.

STG 2024 : Investissement des secteurs institutionnels en valeur (en %)

	2020 (en milliards euros)	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
E ^{sc} non financières	296,7	1,1	0,6	1,9	3,1	3,6	5,9	5,3	4,1
E ^{sc} financières	22,7	16,2	-18,7	20,0	8,5	8,5	12,9	0,7	15,2
Administrations publique	86,1	3,6	-0,3	-5,5	-0,6	0,3	1,8	5,1	10,8
Ménages (hors E ^{sc} individuelles)	118,4	-0,7	-0,5	-0,7	-1,1	3,1	8,0	3,8	5,1
ISBLSM	5,0	1,5	3,4	2,7	2,2	2,4	2,4	2,0	2,3
Ensemble	528,8	1,6	-0,5	0,5	0,8	3,1	3,1	4,7	5,8

Lecture : l'investissement en valeur des entreprises non financières a augmenté de 3,1% en 2015. Champ : France

1. Interpréter les chiffres en **gras soulignés**.
2. Calcule les valeurs des investissements des ménages en 2019.
3. Quelle est l'idée principale qui se dégage de la dernière ligne du tableau ?

STG 2015: Évolution du PIB, de l'emploi et de la productivité en France et aux États-Unis.

(TCAM en volume)		1960-1975	1990-2005
États-Unis	PIB	3,1	2,9
	Emploi total	1,7	1,1
	Productivité par tête	1,4	1,8
France	PIB	4,8	1,8
	Emploi total	0,6	0,6

Source : données OCDE

1. Donne la signification des chiffres en gras soulignés.
2. Calcule le TAG de la productivité par tête aux États-Unis sur la période.
3. Calcule le TAAM de l'emploi total en France sur la période.
4. Compare et qualifie la croissance économique dans les deux pays sur la période.

TS Eco 2020 Évolution de la fécondité en Chine (1970-2000).

	1970	1975	1980	1985	1990	2000
Chine	5,7	3,6	2,3	2,1	2,3	1,8
Milieu urbain	3,2	1,8	1,2	1,3	1,6	1,2
Milieu rural	6,3	4,0	2,6	2,4	2,8	2,0

Source : Shengli Chen.

- 1) Interprète les chiffres en gras soulignés.
- 2) Calcule le TAAM de la fécondité dans les deux milieux en Chine sur la période 1970-2000. Dis à partir des résultats obtenus quel milieu enregistre l'évolution la plus importante de la fécondité.
- 3) Avec chiffre à l'appui dis en quelle année et dans quel milieu en Chine la politique de l'enfant unique est strictement respectée.

TS Eco 2014 : les chiffres de l'économie mondiale

Commerce international	2008	2009	2010	2011	2012
Échanges mondiaux de biens et de services (variation annuelle en volume en %)	2,9	-10,5	12,9	5,8	4,0
Indice des prix de matières premières hors énergie, base 100 : 2005	151,1	127,4	161,0	189,6	170,1
Pétrole brut, cours moyen en dollar par baril	97,0	61,8	79,0	104,0	114,7

Source : FMI (World Economic Outlook) et Année 0 pour la dette publique, 2013.

1. Selon la nature des chiffres, fais une phrase ou interprète les chiffres en gras soulignés.
2. Calcule les taux d'accroissement des prix des matières premières hors énergie de 2008 à 2012.
3. Dis de combien le cours moyen en dollar du baril de pétrole brut a augmenté en 2012 par rapport à 2009.

TS Eco 2018 : Contributions des secteurs à la croissance réelle du PIB du Mali (4 pts)

	2004	2005	2006	Moyenne 2004/2006	2007	2008	2009	2010	Moyenne 2007/2010
Secteur primaire	-1,5	2,3	1,5	0,8	0,9	4,4	2,0	4,2	2,9
Prévisions CSCR*					2,1	2,1	2,1	2,1	2,1
Secteur secondaire	0,6	1,8	1,8	1,4	-1,0	-0,9	0,7	-0,4	-0,4
Prévisions CSCR*					1,7	1,5	1,6	1,6	1,6
Secteur tertiaire	2,4	1,6	3,3	2,4	3,8	1,6	1,3	1,7	2,1
Prévisions CSCR*					2,7	2,6	2,6	3,0	2,7
Taxes indirectes	0,8	0,4	-1,3	0,0	0,6	-0,1	0,4	0,3	0,3
Total = Taux de croissance global	2,3	6,1	5,3	4,6	4,3	5,0	4,5	5,8	5,0

Source : INSAT Unité : point de % dans le taux de croissance du PIB

* CSCR : Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté. A partir du tableau ci-dessus

1. Donne la signification des chiffres en gras soulignés.
2. Calcule le TAAM du secteur secondaire sur la période 2005-2006 et sur celle de 2008-2010. Que constates-tu ?
3. Que penses-tu de la contribution des taxes indirectes à la croissance réelle du PIB du Mali sur la période ? justifie ta réponse avec des chiffres.

TS Eco 2017: Évolution de la structure industrielle de pays africains choisis

	PIB 2008 (en milliards de dollar)	Agriculture			Industrie			Tertiaire		
		2000-04	2005	2007	2000-04	2005	2007	2000-04	2005	2007
Cameroun	230	21,8	20,7	20,6	32,3	30,3	31,8	45,8	49,1	47,6
RCA	17	56,4	60,8	57,8	21,7	23,9	16,1	21,9	15,3	26,1
Tchad	66	35,3	21,5	21,4	20,9	49,2	44,7	48,8	29,3	33,9
Gabon	128	6,0	5,2	5,5	53,2	55,6	62,9	40,7	39,1	31,5
Guinée Équatoriale	174	5,4	2,1	1,8	88,6	94,0	95,6	5,9	3,8	2,7

1. Selon la nature des chiffres, fais une phrase ou interprète les chiffres en gras soulignés.
2. Calcule la valeur de la production industrielle de la Guinée Équatoriale en 2008, si cette année-là, la part de l'industrie connaîtrait une diminution de 0,6% par rapport à 2007.
3. Pour quels pays peut-on parler de déclin de l'agriculture ? de désindustrialisation ? de tertiairisation. Justifie tes réponses par des chiffres.

STG 2020 Croissance présumée des effectifs de la population des principales régions du monde en développement (en millions de personnes)

Régions \ Années	1975	2000	2025	2050	2075
Pays en développement	1996	3843	6091	8029	9051
Asie	1268	2384	3651	4715	5232
Afrique	402	834	1479	2112	2522
Amérique Latine	326	625	961	1202	1297
Ensemble du Monde	3988	6406	9065	11163	12210

1. Interprète les chiffres en gras soulignés.
2. Calcule le TAG et le TAAM de la population de l'Asie sur la période 1975-2075.
3. Quel serait le poids de la population de l'Afrique dans le monde en 2050. Donne la signification du résultat obtenu.

Source: UN Concise Report on the World Population Situation in 1970-1975..., New York, 1974, P. 59

TS Eco 2023 : Taux de croissance annuel moyen de la population (%)

	Pays développés	Pays moins développés	Pays les plus pauvres
1950-1955	1,21	2,05	1,89
1970-1975	0,79	2,37	2,46
1990-1995	0,40	1,77	2,58
2010-2015	0,13	1,32	2,28
2030-2035	-0,18	0,84	1,56

Source : Nations Unies 1998

- 1) Interprète les chiffres en **gras soulignés**.
- 2) Calcule les taux croissements de la population des pays développés et moins développés sur la période.
- 3) Dis comment évolue la population sur la période dans chacune de ces trois régions.

TS Eco 2022 : les jeunes de moins de 26 ans dans les dispositifs de politiques de l'emploi

	1973	1980	1990	2000	2009
Emplois aidés du secteur marchand (avec alternance)	157 000	436 000	516 000	657 000	641 000
Emplois aidés du secteur non marchand			120 000	163 000	56 000
Total des emplois aidés	157 000	436 000	636 000	820 000	697 000
Part des emplois aidés parmi les emplois occupés par les jeunes	3%	10,6%	20,3%	30%	25,8%

Source : DARES 2010

- 1) Faire une interprétation des chiffres en **Gras Soulignés**. (1 pt)
- 2) Calcule de deux manières le TAAM des emplois aidés du secteur marchand (avec alternance) sur la période. Interprète le résultat obtenu. (2,5 pts)
- 3) Quelle idée se dégage de la dernière ligne du tableau ? (0,5 pt)

TS Eco 2024

Croissance présumée des effectifs de la population des principales régions du monde en développement (1975-2075 en millions de personnes)

Régions \ Années	1975	2000	2025	2050	2075
Pays en développement	1 996	3 843	6 091	8 029	9 051
Asie	1 268	2 384	3 651	4 715	5 232
Afrique	402	834	1 479	2 112	2 522
Amérique latine	326	625	961	1 202	1 297
Ensemble du Monde	3 988	6 406	9 065	11 163	12 210

Source: UN Concise Report on the World population Situation in 1970-1975..., New York, 1974, p.5

1. Fais une phrase avec les chiffres en gras soulignés.
2. Calcule les indices de la population de l'Afrique base 100 l'année précédente sur la période 1975-2075. Interprète le premier résultat.
3. Par combien la population du serait multipliée sur la période 1975-2075.

TS Eco 2021

Part des différentes tranches d'âge dans la population

Pays	15 à 34 ans			55 à 64 ans			65 ans et plus		
	1980	2010	2030	1980	2010	2030	1980	2010	2030
Etats-Unis	36.3	27.0	24.9	09.6	12.6	11.5	11.3	12.6	19.6
Japon	30.7	23.2	25.1	08.6	14.5	14.2	9.1	14.6	20.1
Allemagne	29.5	21.7	20.0	9.6	13.3	15.1	15.5	20.2	25.9
France	31.6	25.6	23.0	9.0	13.0	12.9	14.0	16.0	21.9
Royaume-Uni	30.0	25.2	25.9	11.0	12.1	12.4	14.9	14.5	19.4
Italie	29.3	23.7	21.5	9.8	12.6	15.8	13.4	17.2	22.0
Canada	36.5	26.4	23.1	8.8	12.9	11.9	9.5	14.6	22.5

1.-/ Donne la signification des chiffres en gras soulignés

2.-/ Avec chiffre à l'appui dis quel est le pays le plus juvénile en 2010 ?

3.-/ Dans quel pays le poids du troisième âge sera le plus important en 2030 ? Donne un chiffre

STG 2016 : Croissance en valeur du commerce mondial des marchandises de 1990-2001 (en milliards de dollar et en %)

	Exportations				Importations			
	Valeurs	Variations annuelles (%)			Valeurs	Variations annuelles (%)		
Monde	2001	1990-2000	2000	2001	2001	1990-2000	2000	2001
Monde	5.990	6,5	12,5	-4,0	6.439	7,0	13,0	-4,0
Amérique du nord	994	7,0	13,0	-6,0	1.410	9,0	18,0	-6,0
Amérique latine	349	9,0	20,0	-3,0	381	12,0	16,0	-2,0
Europe occidentale	2.784	4,0	4,0	-1,0	2.527	4,0	6,0	-3,0
Economie en transition	285	7,0	26,0	5,0	268	5,0	14,0	11,0
Afrique	141	4,0	28,0	-5,0	134	3,0	5,0	1,0
Moyen – Orient	239	7,0	42,0	-9,0	174	5,0	10,0	4,0
Asie	1.671	8,0	18,0	-9,0	1.544	8,0	23,0	-7,0

Source : OMC, rapport annuel 2002, Genève, 2002, p.14.

1°) Fais une phrase ou interprète les chiffres en gras soulignés

2°) Calcule le TAG des exportations de l'Europe occidentale sur la période 1990- 2000. Interprète le résultat obtenu

3°) Calcule le TAAM des importations de l'Amérique du Nord sur la période 2000-2001

4°) Calcule le taux de couverture de l'Afrique en 2001 et donne la signification.

SUJET DE DISSERTATION

Sujet N°1 : La transition démographique nous renseigne sur l'évolution de la population d'un pays.

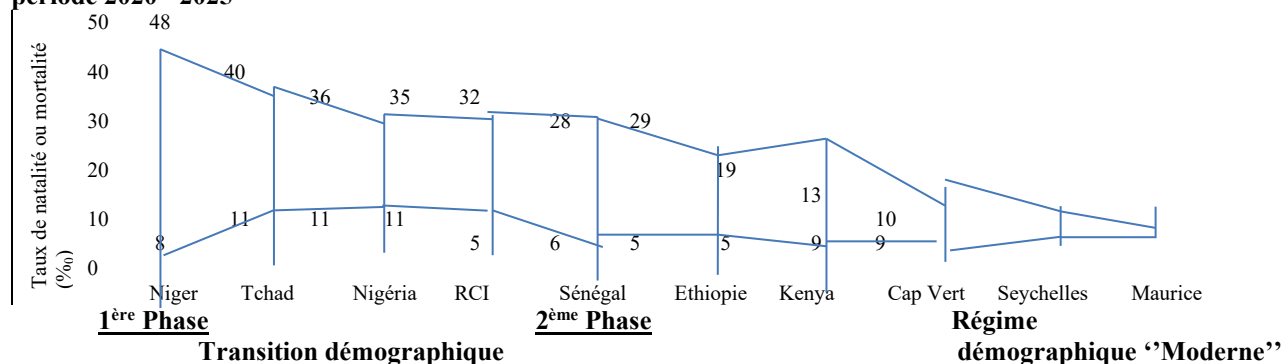
Consigne : A l'aide des documents ci-joints et de tes connaissances tu préciseras les différentes phases transitoires dans lesquelles se trouvent les pays du monde ensuite tu aborderas les impacts sur leurs structures socio-économiques.

Document 1 : La transition démographique en Tunisie

La Tunisie a adopté au début des années soixante une politique de réduction de la croissance démographique par action parallèle sur les niveaux élevés de la natalité et de la mortalité. Les résultats atteints montrent que la phase de transition démographique est déterminée et que le pays est désormais rentré dans la phase post transitionnelle, d'équilibre bas. Le taux de natalité est passé de 45‰ actuellement, le taux de mortalité générale est tombé quant à lui de +15‰ à -6‰ ; l'ISF est tombé de 7,5 à 2,1 alors que l'espérance de vie est passée de 55 ans à 72 ans.

Fin de la transition démographique et nouvelle politique de population en Tunisie. Mongi BCHIR Tunis, Tunisie.

Document 2 : Des pays d'Afriques subsaharienne à différents stades de la transition démographique – prévisions sur la période 2020 - 2025



Source. Nations unies. DG Trésor

Document 3 : De graves déséquilibres régionaux

Le contraste est saisissant entre l'Europe et le reste du monde : d'un côté on assiste à une sorte d'implosion d'un monde riche et vieillissant avec un taux de fécondité si bas qu'il compromet le renouvellement des générations ; de l'autre, des pays jeunes, pauvres et dont l'explosion démographique mal contrôlée (le réservoir de croissance démographique des PVD est tel que la quasi-totalité de l'augmentation de la population mondiale au cours de la première moitié du XXIème siècle prendra place dans ces pays) annihile provisoirement les progrès du développement socio-économiques et met en péril l'environnement. Le rapport démographique entre le nord et le sud-est de 1 à 3, mais, si l'on s'en tient aux prévisions des Nations-Unies fondées sur une stabilisation de la population, il devrait passer, en 2050, de 1 à 3,2. Ainsi, la répartition de la population mondiale devrait connaître une transformation très profonde qui influencera de manière majeure les relations et les équilibres politiques et économiques entre les peuples.

Perspectives : croissance ou vieillissement ? Transition démographique / 187352

Document 4 : Le chômage des jeunes

A l'heure actuelle, les chiffres de la banque mondiale indiquent que les jeunes représentent 60% des chômeurs en Afrique. Et lorsqu'ils ont un emploi, l'immense majorité d'entre eux se situent dans le secteur de l'économie informelle. Le dernier rapport de l'organisation internationale du travail (OIT) consacré au sujet, daté de 2018, signale ainsi que 94,9% des personnes entre 15 et 24 ans, en Afrique, travaillent dans l'économie informelle. Ce chiffre atteint 97,9% en Afrique de l'Ouest. Si, dans les prochaines décennies, rien n'est fait pour doper la création d'emplois de qualité tout en contenant la croissance démographique, la massification du chômage chez les jeunes ou la multiplication des emplois précaires pourraient constituer un facteur de forte contestation sociale et de mobilité forcée. A l'inverse, cette transition démographique, si elle est accompagnée de mesures fortes en faveur de la formation et de l'emploi des jeunes, aussi bien du côté des politiques publiques que du secteur privé, est une formidable opportunité de développement pour le continent.

En 2050, plus de la moitié de la population africaine aura moins de 25 ans. AFD, publié le 04 juin 2019

Document 5 : Les dix pays avec le plus de naissances en 2010 et les plus peuplés en 2010 et 2050

Les dix pays les plus peuplés en 2010			Les dix pays avec le plus de naissances en 2010			Les dix pays les plus peuplés en 2050 (Projection moyenne des Nations Unies)		
Population en 2010 (en millions d'habitants)			Naissances en 2010 (en millions)			Population en 2050 (en millions d'habitants)		
1	Chine	1 341	1	Inde	27,2	1	Inde	1 692
2	Inde	1 225	2	Chine	16,5	2	Chine	1 296
3	Etats – Unis	310	3	Nigéria	6,3	3	Etats – Unis	403
4	Indonésie	240	4	Pakistan	4,7	4	Nigéria	390
5	Brésil	195	5	Indonésie	4,4	5	Indonésie	293
6	Pakistan	176	6	Etats – Unis	4,3	6	Pakistan	275
7	Nigéria	158	7	Bangladesh	3,0	7	Brésil	223
8	Bangladesh	149	8	Brésil	3,0	8	Bangladesh	194
9	Russie	143	9	Congo	2,9	9	Philippines	155
10	Japon	127	10	Ethiopie	2,6	10	Congo	149

Source : ONU 2011. Projections de la population mondiale

CORRECTION DU BACCALAUREAT MALIEN 2021**Introduction :**

Pendant des siècles, l'humanité a connu une croissance ralentie, le poids de la mort bridant considérablement l'accroissement de l'espèce humaine qui ne comptait qu'un milliard d'habitants vers 1820. La diffusion récente des techniques sanitaires et médicales, cependant, a entraîné un recul durable de la mortalité partout dans le monde. Tous les pays, ou presque, ont aujourd'hui entamé leur transition démographique, ce qui explique la brutale accélération de la croissance démographique contemporaine. La transition démographique est une phase de mutation par laquelle une population passe d'un régime démographique de type traditionnel à un régime démographique de type moderne. Les pays du sud ont amorcé leur transition démographique au cours du xx^e siècle, plus tardive et nettement plus rapide que dans les pays du nord qui ont commencés au 19^e siècle.

Dans quelle phase de transition évolue les différents pays du monde ?

Quels sont les impacts de cette évolution sur leurs structures socio-économique ?

D'abord, nous précisons les phases de transition dans lesquelles se trouvent les pays du monde, et ensuite nous aborderons les impacts sur la structure socio-économique de ces pays.

Proposition de plan détaillés :

Pour le développement, 2 plans sont possibles

Plan 1 : en suivant la consigne

1^{er} Partie : les différentes phases transitoires dans le monde

1^{er} Sous Partie : Régime démographique moderne dans le Nord (PD) et certains pays émergents

Paragraphe 1 : transition achevée dans le Nord (Depuis le 19^e siècle et début 20^e pour certains) « dans ce paragraphe mettre l'accent sur la fin de transition de certains PED notamment ceux émergent » Exemple : la Tunisie (Documents 1 et 3).

Paragraphe 2 : Caractéristiques du régime moderne pour Nord (niveau faible de Fécondité, de mortalité, de natalité et accroissement naturel) (Documents 1 et 5 ; Connaissance perso).

2^{ème} Sous Partie : Les Pays du sud sont en pleine phase de transition

Paragraphe 1 : transition en cours dans le Sud (Depuis le 20^e siècle et début 21^e pour certains) « dans ce paragraphe aussi mettre l'accent sur la fin de transition de certains PED notamment ceux émergent » (Documents 2 et 3).

Paragraphe 2 : Caractéristiques de transition démographique (niveau faible de Fécondité, de mortalité, de natalité et accroissement naturel et surtout ne pas oublier que les PED ne sont pas au même niveau : début de transition pour les PSD d'Afrique et fin de transitions pour les PE d'Asie et d'Amérique latine) (Documents 2, 3 et 5).

2^{ème} Partie : les impacts socio-économiques pour les différentes phases transitoires dans le monde

1^{er} Sous Partie : les impacts socio-économiques dans le Nord

Paragraphe 1 : Impacts sur la structure démographique des pays du Nord. (le vieillissement démographique ; L'incapacité de renouvellement des génération et niveau de population faible voir même dépopulation). (Documents 3 et 5)

Paragraphe 2 : Impacts Socio-économique dans le Nord. (Problème socio-économique du vieillissement, augmentation des dépenses sociales « retraite et santé » ; manque de mains d'œuvre etc..... (Connaissance personnelle).

2^{ème} Sous Partie : les impacts socio-économiques dans le Sud.

Paragraphe 1 : Impacts sur la structure démographique des pays du Sud. (Explosion démographique incontrôlé ; population jeune et très nombreuse ; renouvellement rapide des générations) (Documents 3 et 5).

Paragraphe 2 : Impacts Socio-économique dans le Sud. (Problème socio-économique due à la taille de la population « augmentation des dépenses sociales liés à l'éducation et à l'allocation » ; le Chômage des jeunes et exode rurale ou mobilité forcée entraînant un développement anarchique des mégalo-poles d'où la dégradation de l'environnement. (Documents 3, 4 et Connaissance personnelle).

Conclusion : Au terme de notre analyse, nous pouvons affirmer que les pays du monde sont à différents stades de transition. Les pays du nord ayant achevés leur transition avec le vieillissement et une incapacité de renouvellement ; sont opposés à ceux du sud qui sont en pleine de transition et dont la population est jeune et très nombreuse. Ceux-ci expliquent aussi la différence au niveau des impacts socio-économiques ; car pendant que le nord est confronté à un manque de main-d'œuvre et une augmentation des dépenses sociales, le sud quant à lui en plus d'un exode interne et externe, doit faire face au chômage des jeunes.

NB : pas d'ouverture « A débattre en classe ».

Sujet N° 2 : Dans les années 1970, le marché du travail dans les PIC a enregistré une évolution importante du chômage. Consigne : A l'aide des documents et de tes connaissances personnelles, tu évoqueras les caractéristiques de ce chômage et ensuite tu montreras si de nos jours, ce chômage garde les mêmes aspects.

Document 1 : Les marchés du travail dans la crise (variations entre les deuxièmes trimestres 2008 et 2010) En %

		France	Allemagne	Italie	Espagne	Royaume Uni	USA	Japon
Total	Emploi	-0,6	0,4	-2,4	-9,5	-1,9	-4,6	-2,5
	Pop. active	1,5	-0,4	-0,7	1,4	0,8	0,0	-1,2
	Chômage	30,0	-9,4	22,8	95,1	48,8	82,4	28,9
Femmes	Emploi	0,0	1,2	-1,0	-4,9	-0,8	-3,3	-1,3
	Pop. active	1,8	-0,3	-0,2	5,0	1,3	0,4	-0,5
	Chômage	23,9	-13,9	8,3	75,8	44,1	70,7	19,4
Hommes	Emploi	-1,2	-0,3	-3,4	-12,9	-2,7	-5,7	-3,3
	Pop. active	1,3	-0,5	-1,1	-1,3	0,3	-0,3	-1,8
	Chômage	36,3	-2,6	38,9	114,6	52,0	91,9	36,4

Sources : pays européens : Eurostat, enquêtes Emploi ; États-Unis : Bureau of Labor Statistics ; Japon : Statistiques du

Document 2 : Les mutations du marché du travail japonais

Le travail précaire s'est fortement développé depuis le milieu des années 1990, et les travailleurs concernés par le « pacte social » japonais sont de moins en moins nombreux. Face au prolongement de la crise des années 1990, les entreprises, confrontées à une incertitude économique accrue, ont cherché à accroître la flexibilité de leur main-d'œuvre tout en continuant de réduire les salaires. La part des employés « non réguliers » dans l'emploi total est ainsi passée de 20 % à 34 % de 1994 à 2008 ; en particulier, les intérimaires, qui étaient quasiment inexistantes en 2000, étaient plus d'un million en 2007. C'est véritablement la notion « d'emploi à vie » qui était menacée : la probabilité de rester avec le même employeur pendant dix ans est passée de 63 % en 1992 à 49 % en 2002.

Trésor-Eco, Lettre n° 65 Septembre 2009

Document 3 : Caractéristiques du chômage (en France)

Taux de chômage en France 1995-2005 (en%)

		1995	2000	2005
Selon l'âge	15-24 ans	25,9	20,7	22,3
	25-49 ans	10,7	9,5	9,0
	50 ans et plus	7,7	7,4	6,7
Selon le sexe	Hommes	9,8	8,4	9,0
	Femmes	13,9	11,9	10,8
Selon le diplôme	Sans diplôme ou CEP	16,5	16,2	15,0
	BEPC, CAP, BEP	10,7	9,4	9,3
	Baccalauréat	10,1	8,9	9,2
	Bac + 2	7,4	5,3	6,6
	Diplôme ≥ Bac + 2	6,9	5,6	7,0
Selon la PCS	Cadres et professions intellectuelles supérieures	5,0	3,7	4,9
	Professions intermédiaires	6,7	5,5	5,5
	Employés	14,7	12,4	10,3
	Ouvriers	14,2	12,4	12,5
Ensemble		11,6	10,0	9,8

INSEE

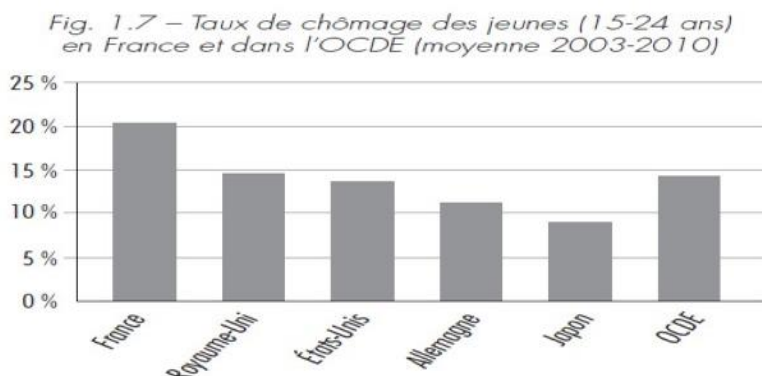
Document 4 : Les jeunes diplômés en mal d'insertion professionnelle

Profitables aux retraités, les effets de génération semblent au contraire être préjudiciables aux jeunes. L'horizon d'une retraite heureuse nourrie par une épargne confortable accumulée année après année sur des salaires en hausse constante durant la vie active paraît de plus en plus incertain pour les jeunes qui démarrent leur vie professionnelle.

Depuis le milieu des années 1970, on assiste en France à un mouvement tendanciel d'insertion plus lente et plus chaotique des jeunes dans le monde du travail. De l'ordre de 5 % au milieu des années 1970, le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) flirte aujourd'hui avec la barre des 23 %.

C'est la classe d'âge qui a pâti le plus de la hausse rampante du chômage, immédiatement suivie des 25-29 ans (respectivement + 18 et + 10 points depuis 1975, contre des hausses de seulement 3 à 5 points pour toutes les classes d'âge au-dessus de 30 ans).

Extraits des "Génération déshéritées" par Mickaël Mangot (1/2). Exception française Publié le 17 Mars 2012

Document 5 :**Document 6 : Une tendance à la baisse**

Depuis 2000, l'emploi des femmes commence à décliner. Cela s'inscrit dans une baisse généralisée du taux d'activité qui vaut également pour les hommes. Les raisons de ce repli sont à la fois liées à la conjoncture économique et à des facteurs structurels : les départs à la retraite sont plus nombreux du fait du vieillissement de la population, les jeunes font des études plus longues, le nombre d'individus jugés inaptes à travailler est en augmentation depuis 2002. Enfin, le taux d'activité des nouvelles générations de femmes s'est stabilisé après 3 décennies d'augmentation ininterrompue. Le point le plus haut a été atteint en 2000 avec un taux d'emploi féminin de 69,6%. Cette nouvelle tendance de l'activité féminine associée au déclin de celle des hommes a contribué à maintenir le marché du travail tendu, et pourrait ralentir la croissance économique américaine dans les années à venir.

Hélène Périvier OFCE, Département des études : Les femmes sur le marché du travail aux États-Unis. Février 2007 p11

Sujet N°3 : Malgré un certain nombre d'atouts, la gestion des conséquences du vieillissement démographique rencontre des difficultés dans les pays touchés.

Après avoir évoqué la reprise des naissances dans les pays capitalistes développés, tu montreras si celle-ci est à même d'infléchir la courbe ascendante du vieillissement.

Document 1 : L'évolution du vieillissement

Selon une note de la Commission européenne publiée début avril, les pays les plus riches auront du mal à retrouver le rythme de croissance économique qu'ils ont connu avant la crise financière de 2008, du fait du vieillissement démographique et donc de la baisse de la population en âge de travailler.

Les auteurs rappellent que le début du XXI^e siècle s'est caractérisé par un ralentissement mondial de la population en âge de travailler (celle qui a entre 15 et 64 ans). Selon les prévisions de l'ONU, elle devrait augmenter de 20 % entre 2010 et 2030, alors qu'elle a augmenté de 40 % entre 1990 et 2010.

L'analyse par région du monde révèle de grandes disparités. La plupart des régions les plus développées sont déjà entrées dans une longue phase de vieillissement démographique, tandis que d'autres pays, y compris les régions les plus pauvres, continueront de voir leur population en âge de travailler augmenter pendant de nombreuses décennies.

Le vieillissement démographique : un boulet pour la croissance en Europe. Par Gaëlle Picut. LE MONDE | 10.04.2015 à 16h55

Document 2 : Indicateur conjoncturel de fécondité dans quelques pays développés

	1980	1990	2000	2010	2015
Allemagne	1,56	1,45	1,38	1,39	1,50
France	1,95	1,78	1,89	2,03	1,96
Italie	1,64	1,33	1,26	1,46	1,35
Royaume-Uni	1,90	1,83	1,64	1,92	1,80
Etats-Unis	1,84	2,08	2,06	2,01	1,88
Japon	1,75	1,54	1,36	1,37	1,43

Sources : (a) Eurostat, Indicateurs de fécondité, 2017 (b) Atlas de la population mondiale Ined (données ONU 2015) (c) ONU.

Document 3 : Durées requises (ou prévisibles) par région pour le passage des proportions de 65 ans et plus de 5 à 10, de 10 à 15 et de 15 à 20 %

Région et pays	Année des 5%	Durées (en années) pour le passage de			Année des 20 %	Durée totale du processus
		5 à 10 %	10 à 15 %	15 à 20 %		
Europe	1850	108	33	21	2022	162
Amérique du Nord	1925	47	43	13	2028	103
Asie de l'Est	1979	33	15	10	2037	58
Asie du Sud	2005	27	15	-	Vers fin 21è	±100
Amérique centrale	2005	26	14	-	Vers 2070	±65
Amérique du Sud	1991	34	18	-	Vers 2080	±90
Monde en développement	1999	32	29	-		
Monde développé	1890	80	32	20	Vers fin 21è	±100
Ensemble du monde	1947	75	21	-	2022	132
					Vers fin 21è	±150

Source des données de base : United Nations, 1999 ; Mitchell, 1992. Hypothèse moyenne des Nations Unies.

Document 4 : Les tendances passées et futures du vieillissement démographique dans l'UE

Un autre aspect du vieillissement démographique réside dans le vieillissement progressif de la population âgée elle-même, l'importance relative des personnes très âgées progressant à un rythme plus rapide que n'importe quel autre segment de la population de l'UE. On s'attend ainsi à ce que la part des personnes âgées de 80 ans et plus dans la population de l'UE-28 soit multipliée par deux ou plus entre 2014 et 2080.

Au cours de la période 2014-2080, la part de la population en âge de travailler devrait diminuer régulièrement jusqu'en 2050, avant de se stabiliser quelque peu, tandis que les personnes âgées constitueront sans doute une part grandissante de la population totale, les personnes de 65 ans et plus représentant 28,7 % de la population de l'UE-28 en 2080, contre 18,5 % en 2014. À la suite de ces transferts entre groupes d'âge, le taux de dépendance des personnes âgées dans l'UE-28 devrait presque doubler, passant de 28,1 % en 2014 à 51,0 % en 2080. Le taux total de dépendance liée à l'âge devrait grimper de 51,8 % en 2014 à 77,9 % en 2080.

Le vieillissement démographique : un boulet pour la croissance en Europe. Par Gaëlle Picut. LE MONDE | 10.04.2015 à 16h55

Document 5 : Proportion de moins de 20 ans, de plus de 65 ans dans dix régions du monde

Grande région	% de moins de 20 ans			% de plus de 65 ans		
	1975	2000	2025	1975	2000	2025
Afrique du Nord	55	47	34	3,8	4,0	7,0
Afrique sub-sahara	55	54	46	3,1	3,3	3,7
Amérique centrale	57	45	33	3,7	4,5	8,4
Amérique du Sud	50	40	31	4,4	5,6	9,8
Asie de l'Est	47	32	21	4,7	7,7	14,2
Asie de l'Ouest	52	45	37	4,3	4,8	7,3
Asie Sud et Centre	52	43	32	3,6	4,6	8,0
Océanie	41	33	28	7,5	10,0	14,8
Amérique du Nord	35	28	24	10,3	12,5	19,0
Europe	32	24	20	11,4	14,7	21,0
Pays pauvres	55	53	45	3,1	3,1	4,0
Pays intermédiaires	51	41	31	4,0	5,4	9,4
Pays développés	33	25	21	10,7	14,4	20,9
Le monde	47	39	31	5,6	6,9	10,4

Source : United Nations, 1999.

Sujet N° 4 : L'évolution sectorielle a mis à jour dans les pays capitalistes développés le déclin et le développement de certaines activités économiques

Consigne : Après avoir évoqué l'évolution spécifique de chaque secteur d'activité tu évoqueras les relations possibles qui peuvent exister entre eux.

Document 1 : Les secteurs économiques en Suisse

Traditionnellement, l'activité économique suisse est organisée autour de trois secteurs : le secteur primaire (agriculture), le secteur secondaire (l'industrie) et le secteur tertiaire (services). Comme il a été mentionné dans un précédent article, si on veut mesurer le poids d'un secteur ou sa contribution dans une économie, nous utilisons soit sa part de l'emploi (personnes occupées par ce secteur) dans l'emploi total, soit sa valeur ajoutée au produit national. L'évolution de l'activité économique suisse montre un changement de structure dans la période d'après-guerre. Le secteur agricole a perdu de son importance. En 1960, il occupait près de 393 000 personnes, mais en 2016, il n'occupait qu'à peu près 150 000 personnes. Ainsi, le secteur primaire aussi a perdu de son importance en faveur du secteur tertiaire. En 1960, le secteur secondaire occupait 1 260 000 personnes, alors que de nos jours ce chiffre s'élève à 1 080 000. Le secteur gagnant est le tertiaire. Il employait en 2017 près de 78% de la population active totale et génère près de 73% de la valeur ajoutée totale (le PIB).

Quelle est la structure économique de la Suisse ? Écrit par : Prof. Dr. Moez Ouni Catégories : Economie 2016

Document 2 : Le secteur industriel manufacturier dans le PIB et son taux de marge

	Poids en 2008	Évolution V.A. en volume 2000 – 2008	Taux de marge (1) en 2007	Évolution taux de marge 2000 – 2007
Allemagne	30,0	+16,5	34,9	+9,1
Finlande	28,4	+47,4	49,0	0,0
Autriche	26,0	+32,4	44,5	+4,7
Suède	26,0	+32,5	39,3 (2)	+1,4
Italie	23,1	-3,1	41,0	-3,6
Zone Euro	22,4	+13,1	-	-
Belgique	20,8	+7,0	38,2	+2,5
Espagne	18,6	+6,2	41,5	+1,5
Pays – Bas	17,7	+10,5	43,7	+3,2
Royaume - Uni	16,0	-2,5	27,8	-1,2
France	16,0	+4,3	28,7	-5,4

(1) Taux de marge : EBE/VA au coût des facteurs en % (2) 2006

Source : Eurostat, OCDE, Etats généraux de l'industrie, 2010.

Document 3 : Répartition de l'activité économique par secteur

	Agriculture	Industrie	Tertiaire
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	1,2	25,8	72,1
Valeur ajoutée (en % du PIB)	0,8	26,8	62,4
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	3,3	-2,4	1,7

Source : Banque Mondiale – Dernières données disponibles

Document 4 : Les analyses désagrégées du secteur des services

Une grande part de l'emploi tertiaire sur la période peut s'expliquer non par la consommation des services, mais par le besoin de l'activité manufacturière en techniciens, gestionnaires, vendeurs pour la production effective de biens de consommation. On a toutes les raisons de penser que cette tendance se poursuivra dans la mesure où elle est expliquée par deux processus économiques dont la direction ne peut pas varier : l'innovation technique et le renchérissement des coûts salariaux ? On est donc loin de la thèse de la désindustrialisation des économies.

Les relations industrie-services dans la tertiarisation des économies Claire Lichtenstein. Volume 6, numéro 2, 1993

Document 5 : La tertiarisation

Le phénomène de montée en puissance des services, autrement dit « la tertiarisation » se traduit tout d'abord par une nouvelle répartition de l'emploi entre les grands secteurs économiques. En effet, tandis que l'emploi industriel se réduit, l'emploi dans le secteur tertiaire croît considérablement, tant en termes absolus que relatifs. Ce phénomène est, bien entendu, lié à une croissance dite « externe » des activités de service ; mais on assiste aussi au développement des emplois au sein des entreprises industrielles, cela se traduit de surcroît par une croissance « interne » cette fois, des services. Le premier mouvement correspond à l'aspect sectoriel de la tertiarisation (croissance des effectifs tertiaires), alors que le second correspond quant à lui à une dimension fonctionnelle (tertiarisation des catégories professionnelles et des métiers)...

De la croissance tertiaire à la croissance des services aux entreprises : une synthèse des théories et modèles explicatifs.

Laurence Moyart, Dans services aux entreprises et développement régional (2006), pages 17

CORRECTION DU BACCALAUREAT MALIEN 2021**Compréhension du sujet :**

L'évolution des trois secteurs d'activité dans les pays développés fait allusion au déclin de l'agriculture et celui de l'industrie mais aussi le développement du tertiaire ou la tertiarisation.

Le sujet nous invite donc à parler de la diminution de la part de l'agriculture et de l'industrie, de l'augmentation de celle du tertiaire dans le PIB de ces pays. En outre faire ressortir les relations de complémentarité et de substitution qui se sont tissées entre l'industrie et le tertiaire. Cependant l'agriculture n'est pas demeurée en reste car, elle se retrouve en amont et en aval de l'agro-business.

Plan global1^{ère} Partie : Le déclin de l'agriculture et l'industrie dans les pays capitalistes développés2^{ème} Partie : Les relations possibles, qui existent entre les secteurs d'activité.**Introduction**

Les mots clés : évolution sectorielle, déclin, développement, activités économiques

Délimitation du dans le temps : les années 1970 – 2000 ; dans l'espace : les pays capitalistes développés.

La problématique : Quels types de relations la mutation des secteurs d'activité a-t-elle créé au sein du système productif des pays capitalistes développés ?

L'annonce du plan.

Développement

Plan détaillé

1^{ère} Partie : Le déclin de l'agriculture et l'industrie dans les pays capitalistes développés

A. Le déclin de l'agriculture et de l'industrie

1. Le déclin de l'agriculture et les raisons

2. le déclin de l'industrie et les raisons

B. Le développement du tertiaire

1. Le développement des services (les banques, le e-commerce....)
2. La création des emplois (surtout occupés par les femmes)

2^{ème} Partie : Les relations possibles, qui existent entre les secteurs d'activité.

A. Les relations de complémentarité (l'industrie et le tertiaire se complètent)

1. La multiplication et la diversification de la demande de services
2. Les commandes du tertiaire adressées à l'industrie.

B. Les relations de substitution (le tertiaire remplace l'industrie)

1. Le développement des services à l'entreprise
2. L'industrie se débarrasse de certaines activités au profit du tertiaire

Conclusion :

Faire allusion à l'innovation industrielle ou le degré prononcé de l'obsolescence (la courte durée de vie d'un nouveau produit mis sur le marché). Aussi les problèmes auxquels le tertiaire est confronté de nos jours.

Sujet N° 5 : A partir des années 1970, les entreprises capitalistes ont eu recours à diverses stratégies de redressement.

Consigne : Après avoir évoqué la nécessité de l'application de la flexibilité du travail, tu montreras si de nos jours elle se poursuit dans les pays capitalistes développés (PIC).

Document 1 : La crise et l'emploi atypique

La crise économique et financière de 2008 a contribué à favoriser l'emploi précaire, bien que les caractéristiques de l'emploi de la main-d'œuvre n'aient pas évolué de la même manière dans tous les États. Dans certains pays, tels que l'Irlande et certains États d'Europe centrale et orientale membres de l'Union européenne, où les modifications récentes apportées à la législation sur le travail ont encouragé le recours aux contrats temporaires, la proportion de contrats à durée déterminée a augmenté. En Italie, depuis le début de la crise économique de 2008, l'emploi dans le cadre des contrats « standards » a régressé et les nouveaux recrutements reposent essentiellement sur des contrats « atypiques », accentuant le dualisme du marché du travail. De ce fait, depuis 2008, le travail précaire est revenu au centre des débats sur le marché du travail.

Sophie ROBIN-OLIVIER : Les contrats de travail flexibles 2014

Document 2 : Les contrats de travail flexibles : une comparaison internationale

Entre 1985 et 2009, le pourcentage de salariés en contrats à durée déterminée a plus que doublé en France (où près de la moitié de ces contrats à durée déterminés sont conclus pour moins de six mois, et un tiers d'entre eux ont une durée de moins de trois mois), aux Pays-Bas (seulement 2,3% des contrats temporaires sont conclus pour une durée de moins de six mois) et en Italie (dans ce dernier pays la proportion est passée de 5 à 12% des salariés). L'accroissement a aussi été substantiel en Allemagne (de 10 à 14%), en Espagne (de 16 à 33% en 2005 puis à 25% en 2009). Dans ce dernier pays, où la progression des contrats temporaires est particulièrement marquée, plus de neuf millions de contrats temporaires ont une durée de moins de six mois, et 2,4 millions d'entre eux ont une durée comprise entre un et trois mois.

Sophie ROBIN-OLIVIER : Les contrats de travail flexibles 2014

Document 3 : Répartition de l'emploi selon le statut

	Nombre en milliers	Répartition en %
Ensemble	25778	100
Non-salariés	3003	11,6
Salariés	22775	88,4
Dont salariés en contrat à durée indéterminée	19603	76,0
-du privé	15298	59,4
- du public	4305	16,7
Salariés précaires	3173	12,3
Dont intérimaires	543	2,1
Dont apprentis	371	1,4
Dont contrats à durée déterminée	1900	7,4
-du privé, hors contrats aidés	1292	5,0
- du public, hors contrats aidés	608	2,4
Dont stagiaires et contrats aidés	359	1,4
- du privé	243	0,9
-du public	116	0,4

Source : INSEE-Donnée 2011-© Observatoire des inégalités, Population active occupée

Document 4 : Évolution des différentes formes d'emploi en France (Effectifs en milliers)

	1985	2001	Taux de variation
Emplois atypiques (temps partiel, CDD, Intérim, contrats aidés, apprentis)	2569	6003	+133,6%
Emplois typiques	15506	15589	+0,5%
Total des salariés	18075	21592	+19,4%

Source : INSEE 2003

Document 5 : Une plus grande flexibilité du marché du travail dans les pays développés

L'ensemble des pays industrialisés réunis au sein de l'OCDE compte aujourd'hui 47 millions de chômeurs. « 17 de ces 47 millions de personnes n'étaient pas au chômage quand la crise a éclaté en 2008. En deux ans, la crise a fait passer le taux de chômage des pays industrialisés de 5,8 % à 8,6 %. Ce taux actuel paraît être un pic.

L'orage économique passé, les conditions d'une reprise du marché du travail ne semblent pas réunies. La croissance actuelle reste très faible et ne permet pas de créations d'emploi en grand nombre. Pour lutter contre le chômage, l'OCDE prône la flexibilité du marché du travail. « Il n'est pas bon d'avoir un groupe de salariés très protégés et un autre qui accumule les contrats à durée déterminée. Cela discrimine les jeunes, par exemple. Par ailleurs, cette forte protection sociale fait hésiter les employeurs à recruter »

Pierre COCHEZ, Rapport l'OCDE7/7/10

Sujet N°6 : Depuis les « 20 moroses », les pays développés ont tant bien que mal maintenu un certain niveau de croissance économique.

Après avoir évoqué les caractéristiques de cette période très difficiles, tu monteras si ces pays sont à même de redynamiser leur économie.

Document 1 : Les perspectives d'accroissement du niveau de vie dans les pays développés

Pour réaliser les projections du PIB par habitant, nous avons supposé un maintien des rythmes de la période 1990-2001 en Europe occidentale et au Japon, ainsi qu'un léger ralentissement aux États-Unis, où la bulle des technologies de l'information des années 1990 a éclaté et où les entrées de capitaux qui finançaient le déficit commercial devraient considérablement se tasser. La croissance agrégée par habitant en « Occident » ne devrait pas s'essouffler de manière très significative mais, associée au ralentissement démographique, elle devrait porter la croissance du PIB cumulé à environ 2 % par an. Ce rythme serait alors analogue à celui enregistré pour la période 1913- 1950. La dynamique de croissance transmise par l'« Occident » devrait être plus modeste qu'en 1870-1913 et qu'en 1973-2001.

L'Occident et le reste du monde dans l'ordre économique international. Angus Maddison. OCDE, 2002.

Document 2 : Perspectives moroses pour la croissance potentielle d'ici à 2020 et croissance modérée à court terme

Selon le FMI, avant la crise, la croissance potentielle avait commencé à ralentir dans les pays avancés, alors qu'elle s'accélérait dans les pays émergents. Dans les deux cas, cela s'expliquait surtout par des variations de la croissance de la productivité.

Dans les pays avancés, la croissance potentielle a faibli depuis le début des années 2000 et particulièrement depuis la crise. Elle augmentera probablement légèrement ces prochaines années, mais restera à moyen terme inférieure aux taux d'avant la crise (1,6 % en 2015-20). Les raisons principales en sont le vieillissement de la population et la faible accélération de la croissance du capital par rapport aux taux actuels, tandis que la production et l'investissement ne se remettent que progressivement de la crise.

Perspectives on potential output - FMI, avril 2015

Document 3 : Les dix premiers pays au plus gros PIB (estimations 2016, prix courants)

Rang	Pays	PIB 2016 (milliards \$)	PIB 2015 (milliards \$)	Évolution
1	États-Unis	18 698	17 968	+4%
2	Chine	12 254	11 385	+8%
3	Japon	4 171	4 116	+1%
4	Allemagne	3 473	3 371	+3%
5	Royaume-Uni	3 055	2 865	+7%
6	France	2 488	2 423	+3%
7	Inde	2 385	2 183	+9%
8	Italie	1 868	1 819	+3%
9	Brésil	1 673	1 800	-7%
10	Canada	1 592	1 573	+1%

Source : FMI

Document 4 : Le ressort de la croissance est cassé

En trois ans, le prix du baril de pétrole a dégringolé des trois quarts de sa valeur, et celui des matières premières a suivi le même mouvement. Depuis plus d'un an, le moteur principal de la croissance économique mondiale, la Chine, se grippe, et la chute de sa demande aux autres pays entraîne ces derniers dans le ralentissement, sinon la récession. Le Brésil, autre grand pays émergent, s'effondre, et le Japon est embourbé dans la stagnation depuis vingt-cinq ans. Les États-Unis, dont la reprise était montrée en exemple, s'essouffent déjà.

La « révolution » des gaz de schiste et autres combustibles non conventionnels s'est retournée contre ses promoteurs. L'augmentation de la production de combustibles est venue au moment précis où la demande a diminué. L'attitude de l'Arabie saoudite et l'arrivée de l'Iran sur le marché du pétrole ont accentué le revirement : les prix se sont donc effondrés et ont rendu non rentables les combustibles non conventionnels.

La crise est bien celle du capitalisme. mardi 29 mars 2016, par Jean-Marie Harribey

Document 5 : Croissance du PIB et de la productivité du travail (en %)

<i>Croissance du PIB</i>	1950-1973	1973-1979	1979-1990	1990-1997	1997-2000	2000-2002*
France	5,0	2,8	2,2	1,4	3,6	1,4
Union européenne	4,8	2,4	2,3	1,7	3,1	1,1
États-Unis	3,6	2,6	2,6	2,3	4,2	1,3
<i>Croissance de la productivité du travail</i>	1950-1973	1973-1979	1979-1990	1990-1997	1997-2000	2000-2002*
France	5,0	2,6	2,1	1,3	1,4	0,0
Union européenne	4,5	2,7	1,9	0,9	1,1	0,1
États-Unis	2,5	0,7	1,1	1,4	2,9	0,9

* Chiffres provisoires pour 2001 et prévisions OFCE pour 2002.

Source : OCDE.

Sujet N°7 : L'investissement dans les PDEM a eu des effets sur leur niveau de croissance économique et sur l'emploi ?

Consigne : Après avoir expliqué comment l'investissement peut être source de croissance économique, tu montreras les effets de l'investissement sur l'emploi.

Document 1 : Les effets de l'investissement

L'investissement a deux visages. L'entreprise qui investit fait travailler d'autres entreprises, elle stimule la demande et l'activité économique. En même temps, elle développe les capacités de production installées et l'offre de biens possible.

Voyons d'abord le côté de la demande. Que se passe-t-il lorsque les chefs d'entreprise décident d'accroître leurs projets d'investissement ? Les entreprises qui investissent s'adressent aux fabricants de machines. Le chiffre d'affaires des fournisseurs d'équipement augmente, ainsi que les salaires qu'ils distribuent, les impôts qu'ils paient et les profits qu'ils réalisent. Leurs salariés, éventuellement en nombre accru, consomment plus. Les producteurs de produits alimentaires, de vêtements, de télévision, d'automobiles voient leurs ventes et leurs recettes augmenter. Ils accroissent leur production, leur embauche, leurs salaires, leurs commandes à leurs fournisseurs.

Tournons-nous maintenant du côté de l'offre. L'investissement apporte une nouvelle capacité de production. L'entreprise investit tout à la fois pour répondre à la demande, pour conserver ou accroître sa part de marché, pour réduire les délais de fabrication, pour améliorer la qualité des produits et en lancer de nouveaux et pour réduire ses coûts unitaires en utilisant, pour une même production, moins de facteurs : moins de salariés, moins de matières ou moins d'énergie.

Source : M. Didier, Economie : Les règles du jeu, Economica 1992

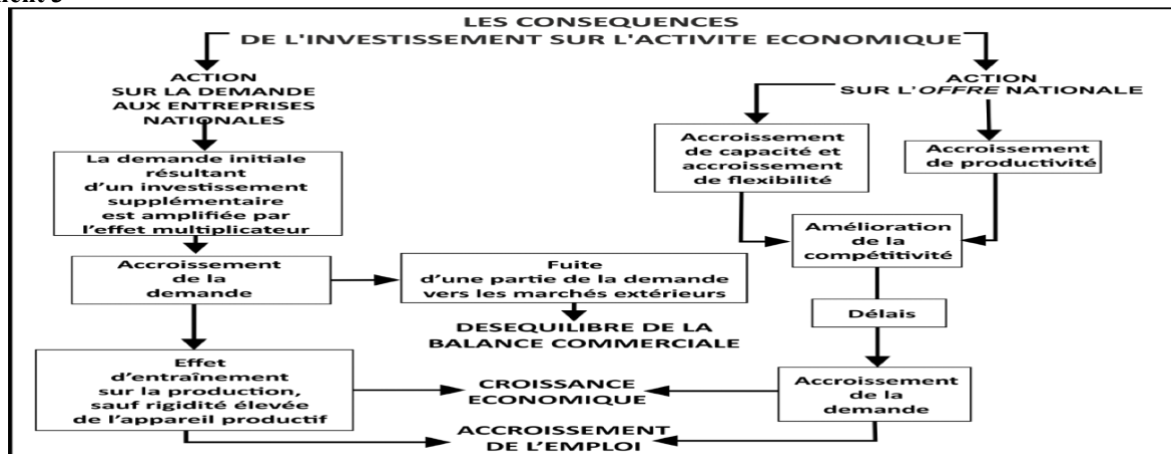
Document 2 : l'essor du progrès technique

Au-delà des effets à court terme de l'investissement dans la conjoncture économique, celui-ci exerce une influence déterminante sur le niveau de croissance durable d'un pays. [L'investissement] a en effet un rôle spécifique dans la diffusion de l'innovation. Les nouveaux équipements, intégrant des procédés plus modernes, permettent dans la plupart des cas de réaliser des gains de productivité. Ils sont ainsi source de gains de parts de marché. De la même manière, l'investissement immatériel, c'est-à-dire les dépenses de recherche-développement, de formation, de logiciels, ou de prospection commerciale (marketing), contribuent également à une amélioration de la compétitivité des entreprises par plusieurs canaux :

- les innovations dans les processus de production permises par la recherche et l'utilisation de nouveaux logiciels abaissent le coût de fabrication et améliorent la compétitivité-prix des produits et favorisent l'apparition de nouveaux produits ;
- les dépenses commerciales accentuent leur différenciation et permettent leur diffusion, ce qui constitue un élément de la compétitivité hors prix de l'offre nationale.

Le poids décisif de l'innovation et du progrès technique dans la croissance a été souligné par Schumpeter : [pour lui], l'innovation est liée au montant des investissements consentis par l'économie. Le cycle de croissance actuel lié à l'essor de technologies de l'information en est une illustration.

Source : E. Barel, C. Beaux, E. Kesler, O. Sichel,

Document 3

Source : www.skyminds.net/investissement-et-ses-transformation

Document 4 : Investissement et emploi

La question des effets de l'investissement sur l'emploi est très controversée. Les conséquences dépendent essentiellement du type d'investissement réalisé. Dans le cadre d'un investissement de capacité, l'emploi a toutes les chances de progresser. La réponse est plus délicate à donner s'agissant de l'investissement de productivité. Si l'on se place dans une perspective historique, depuis la révolution industrielle, il est évident que l'introduction du progrès technique, par le biais de l'investissement de productivité, ne s'est pas traduite par une réduction de l'emploi. Elle s'est faite parallèlement à une augmentation de la population active et surtout, elle s'est accompagnée d'une réduction générale du temps de travail. À court terme, l'investissement de productivité peut provoquer du chômage. Certes, il crée des emplois dans les secteurs qui produisent les nouveaux biens d'équipement, mais il contribue souvent à en détruire dans les secteurs traditionnels. Rien ne permet d'affirmer que les deux phénomènes se compensent. De plus, les qualifications nécessaires pour les nouveaux emplois ne correspondent pas nécessairement à celles des emplois supprimés. [...] Une autre question se pose avec acuité depuis quelques années, celle de la destination géographique des investissements.

Source : Pierre-André CORPRON, Cahiers français n°315, juillet-août 2003.

Document 5 : Investissement et conjoncture économique

Cette relation est en fait assez controversée. En effet, sur la période 1950/73, elle s'est avérée favorable car les investissements réalisés se sont accompagnés d'une hausse du volume de la production et du volume de l'emploi (en période de reconstruction l'investissement est nécessaire et la main d'œuvre est bon marché et disponible). Cependant, en période de croissance ralentie comme aujourd'hui, cette relation est beaucoup plus contestable et présente un risque pour l'emploi dans la mesure où les investissements réalisés sont plutôt des investissements de remplacement et de modernisation. On intègre dans l'entreprise moins de travail et plus de progrès technique. Ces investissements de productivité, qui contribuent à augmenter la compétitivité des entreprises, conduisent à substituer du capital au travail. Les combinaisons productives ont une intensité capitaliste de plus en plus forte, ce qui est plutôt défavorable à l'emploi. En négligeant les investissements de capacité qui s'accompagnent de créations d'emplois (emplois nécessaires pour faire fonctionner les machines), l'entreprise cherche à augmenter sa production tout en diminuant ses coûts.

Source : ses.ac.bordeaux.fr/Archives/2001/cyberma/Termina/invest/inv_ac/co_ac.pdf

Document 6

En termes [...] d'embauches réalisés au cours d'une année, les contrats dits « atypiques » sont aujourd'hui largement dominants. En fait, non seulement le volume d'emploi par rapport à la population active a changé, mais - et peut-être surtout - la forme de la relation d'emploi - plus flexible et plus précaire - et le rapport au travail exigeant plus d'autonomie, d'adaptabilité et de mobilité des salariés. Le développement de la concurrence internationale et les externalisations au sein des grands groupes ont conduit à un appauvrissement de la condition des salariés peu ou pas qualifiés, en volume d'emploi mais aussi du point de vue des conditions de travail.

Un [autre] point d'interrogation me semble tout à fait justifié : c'est la question de savoir si le progrès technologique actuel se traduira par la création de nouveaux emplois ou non. Par le passé, on criait souvent au loup en voyant venir des technologies nouvelles, craignant la montée du chômage. Chaque fois, ces inquiétudes se sont dissipées devant l'apparition d'activités et d'emplois nouveaux, jusqu'alors inimaginables. Mais on peut effectivement se demander si, cette fois-ci, les nouvelles technologies ne seront pas moins créatrices d'emplois, et si ce phénomène, combiné avec les nouvelles possibilités de délocaliser, va se traduire par la montée durable du chômage et par la déqualification du travail.

Source : « Nouveaux pauvres, nouvelles politiques », Nicolas DUVOUX, Politiques sociales et familiales, juin 2011.

Sujet N° 8 : Il semblerait que l'on évoque de moins en moins la fécondité dans le monde

Après avoir distingué les grandes tendances actuelles de son évolution tu montreras que les politiques de population sont encore d'application

Document 1 : Bilan des politiques démographiques

Les politiques de population en Amérique latine se sont présentées, sous des formes très variées et à des stades différents d'organisation qui vont de l'absence d'intervention de l'État dans le domaine de la population à une politique démographique explicite dans tous les domaines (structure et croissance de la population, fécondité et régulation des naissances, flux migratoires et distribution spatiale). Cependant, ce sont les instruments des politiques qui ont conditionné les résultats plus que la formulation politique ou les institutions. Au niveau de la fécondité, ce sont les progrès des techniques médicales et l'intensité des interventions dans le domaine de la contraception, dans le cadre des systèmes de santé, qui ont déterminé l'impact des programmes de planification familiale, surtout pour les couches sociales les plus défavorisées, à bas revenu et faible scolarisation.

Changement démographiques en Amérique Latine. Maria Eugenia Cosío-zavala et Valeria López Gareri, p. 51-62.

Document 2 : S'adapter aux changements démographiques

Deux conclusions s'imposent. D'une part, il est de bonnes et de mauvaises politiques de population, que ce soit du point de vue de leurs objectifs et des méthodes mises en œuvre (v. Jacques Vallin, Faut-il une politique de population) ou de l'efficacité des mesures prises ici évoquées. Si les premières peuvent être utiles, nous n'avons évidemment nul besoin des secondes. Mais, d'autre part, aussi utile soit-elle une politique de population stricto sensu risque fort de ne pas suffire à atteindre l'objectif assigné si elle ne s'insère pas dans un ensemble plus global de politiques économiques, sociales, culturelles, favorables aux changements de comportements individuels.

Force est donc de tirer une troisième conclusion : il peut être plus important de prendre les mesures susceptibles d'adapter nos sociétés et nos économies aux changements démographiques que de chercher à contrecarrer ces derniers.

Les politiques démographiques sont-elles efficaces ? Jacques Vallin. 27 Novembre 2015

Document 3 : L'évolution démographique

cruellement, la population africaine croît de 2,5 % par an, pour une moyenne mondiale de 2 %. Si l'Amérique latine et l'Asie suivent cette dernière tendance, l'Amérique du Nord croît plus faiblement encore (0,4%), tandis que l'Europe est quasi stationnaire. Dans le grand mouvement de la transition démographique (qui voit la mortalité et la natalité baisser toutes les deux), l'Afrique resterait donc en retrait. Mais s'agit-il d'un simple retard ? En effet, il arrive fréquemment que, au cours de la transition, la mortalité diminue avant la fécondité. S'ouvre alors une phase de forte croissance démographique, que l'on peut considérer comme une période instable de la transition. Plus cette période dure, plus la population augmente.

Le monde diplomatique : l'Afrique, énigme démographique

Document 4 : Fécondité par région

	Fécondité (enfant par femme)				Déclin de 1965-70 à 1985-90 (en %)	Déclin de 1985-90 à 2000-05 (en %)	Déclin de 1965-70 à 2000-05 (en %)
	1950-55	1965-70	1985-90	2000-05			
Monde	5,02	4,90	3,38	2,65	31,0	21,6	45,9
Régions développées	2,84	2,37	1,83	1,56	22,7	14,6	34,0
Régions en développement	6,15	6,00	3,84	2,90	36,0	24,5	51,7
dont, pays les moins avancés	6,67	6,73	6,00	4,95	10,9	17,4	26,4
dont, régions en développement	6,09	5,90	3,55	2,59	39,8	27,1	56,1

Source : United Nations